

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2007•2008



Table des matières

	PAGE
Mot du président et du directeur général du RESO	1
Concertation et développement stratégique	3
Service en employabilité	9
Carrefour jeunesse emploi du Sud-Ouest de Montréal	13
Service aux entreprises	17
Remerciements	C3



Mot du président et du directeur général du RESO



GILLES PAQUETTE
PRÉSIDENT



PIERRE MORRISSETTE
DIRECTEUR GÉNÉRAL

En mai 2007, le RESO lançait le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (le PALÉE) du Sud-Ouest pour les années 2007 à 2010. Outre des orientations stratégiques et des priorités d'action regroupées sous dix thématiques, le plan propose deux orientations générales devant guider l'ensemble des actions du RESO et de ses partenaires dans la mise en œuvre du PALÉE : la promotion et la mise en œuvre d'une approche de développement durable, et le renforcement du Sud-Ouest en tant que communauté apprenante.

Ce rapport d'activités présente les principaux résultats atteints par chacun des services du RESO au cours de l'année 2007-2008; cependant, à l'heure où le développement durable et le concept de communauté apprenante sont utilisés à toutes les sauces et parfois de façon abusive, nous croyons pertinent de souligner les efforts qui ont été faits dans la dernière année pour que nos deux orientations générales soient plus que des vœux pieux et s'incarnent réellement dans des actions et des projets concrets.

Tout d'abord, dans le contexte de la multiplication de grands projets immobiliers et économiques dans le Sud-Ouest, le RESO joue de plus en plus un rôle actif de médiation économique communautaire pour favoriser un développement durable, économiquement rentable, viable sur le plan environnemental et surtout, responsable et équitable sur le plan social. Ce travail d'interaction avec les promoteurs de grands projets vise à assurer le plus de retombées concrètes pour la population, les organismes et les entreprises du Sud-Ouest. Il a permis la conclusion d'une entente de collaboration avec le promoteur du projet Griffintown pour la relocalisation des entreprises ainsi que la préparation, la formation de la main-d'œuvre et l'accès aux emplois qui seront créés par ce projet. Aussi, durant la dernière année et dans certains cas depuis plus longtemps, le RESO a mis en œuvre ou poursuivi les initiatives suivantes dans une approche de développement durable :

- promotion d'une vision et d'objectifs de développement durables et équitables pour le site des Postes;
- étude du concept d'Écoparc industriel pour le redéveloppement des ateliers du CN;
- poursuite de la concertation pour la réalisation d'un pôle FRIC (Formation, récupération, innovation et construction) dans la zone Cabot;
- intervention en faveur du Plan de transport de la Ville de Montréal et appui au virage radical proposé : accent sur les transports actifs et collectifs, réduction de l'omniprésence de l'automobile particulièrement au centre-ville, etc.;
- participation à l'élaboration du projet de vélos libre-service en collaboration avec les autres Corporations de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal et Stationnement de Montréal;
- échanges avec le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI) J. Édouard Simard, associé au Cégep de Sorel-Tracy pour la promotion de la *Bourse des résidus industriels du Québec* auprès des entreprises du Sud-Ouest;
- soutien technique ou financier à des projets d'entreprises s'inscrivant dans une approche de développement durable : Perennia, Provert Sud-Ouest, Mission Bon Accueil, Nouveau recyclage Sud-Ouest métropolitain;
- finalement, une série de petits gestes à l'interne : politique d'achat responsable, récupération du papier et recours systématique à la photocopie recto-verso, recours accru au courriel plutôt qu'aux envois postaux, impression de documents sur papier recyclé, comité vert, etc.

Mot du président et du directeur général du RESO

D'autre part, le développement durable, c'est aussi le développement durable des personnes, un objectif qui est à la base même de l'action du RESO depuis sa fondation. Ainsi, dans l'optique du renforcement d'une communauté apprenante visant à donner à tous les outils pour se réintégrer professionnellement et socialement de façon durable en emploi et à la collectivité, le RESO a mis en œuvre ou poursuivi les initiatives suivantes :

- entente sur la préparation et la formation de la main-d'œuvre dans le cadre du projet Griffintown;
- élaboration et promotion du projet *Le bon match* en collaboration avec les CDEC du Québec;
- projet pilote Du boulot dans Cabot;
- formations professionnelles dans les métiers de la santé et de la construction.

Il s'agit là des initiatives les plus marquantes en lien avec les deux orientations générales du PALÉE. Vous trouverez plus de détails sur ces initiatives et sur l'ensemble du travail du RESO au cours de la dernière année dans les pages suivantes. Bonne lecture.

Concertation et développement stratégique



La concertation et le développement stratégique sont au cœur de l'action du RESO. Cette année, le RESO est intervenu sur quelques grands enjeux de développement, notamment le projet Griffintown, le site des Postes, la culture, le projet du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) ainsi que le canal de Lachine et le récréotourisme. Il a également lancé son Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) 2007-2010.

■ LANCEMENT DU PLAN D'ACTION LOCAL POUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI 2007-2010

Le 2 mai 2007, au cours d'un événement interactif animé par Ariane Émond, plus de 150 personnes ont pu prendre connaissance des orientations et des priorités de développement contenues dans le Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) du Sud-Ouest 2007-2010.

Sous le thème ***Le Sud-Ouest au cœur du développement de Montréal***, des porte-parole des entreprises, des personnes en démarche d'employabilité et des résidants du Sud-Ouest ont présenté, chacun de leur point de vue, les grandes orientations et les priorités retenues dans le PALÉE. Jean-François Rivest, président de Voodoo Technology, Patricia Laramée, conseillère en formation générale au RESO, et Juliette Patterson, résidante, étaient ces trois porte-parole.

Des intervenants métropolitains ont ensuite commenté les orientations du PALÉE et ont été invités à faire ressortir des liens entre les enjeux de développement du Sud-Ouest et ceux de Montréal. Philip O'Brien, conseiller spécial chez Développement Télémedia I Inc., Clément Demers, directeur général du Quartier international de Montréal, Marjolaine Loiselle, présidente de la Commission des partenaires du marché du travail du Québec, Danielle McCann, directrice générale du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Sud-Ouest – Verdun, Gérald Larose, professeur en travail social à l'UQAM, et Anne-Marie Jean, directrice de Culture Montréal ont participé à cette table ronde.

Rappelons que le PALÉE contient deux orientations transversales qui font partie de toutes les priorités d'intervention identifiées par le RESO, soit :

- Le Sud-Ouest, une communauté apprenante
- Le Sud-Ouest, acteur du développement durable.

Les 10 orientations de développement intégré contenues dans le PALÉE sont :

- valorisation de la main-d'œuvre en emploi et sans emploi;
- canal de Lachine, axe central de développement;
- promotion d'une image renouvelée du Sud-Ouest;
- rétention, expansion et attraction des entreprises;
- développement ou création de pôles d'entreprises;
- soutien au développement du récréotourisme;
- soutien au développement de l'économie sociale;
- soutien au développement du secteur culturel;
- revitalisation des artères commerciales;
- amélioration de la qualité de vie et de l'accessibilité aux logements et aux transports.



■ PROJET GRIFFINTOWN

Le RESO a participé à la consultation publique menée par l'arrondissement sur le projet Griffintown présenté par Devimco et sur le programme particulier d'urbanisme (PPU) visant à encadrer sa réalisation. Dans son mémoire, il reconnaissait que ce projet multifonctionnel a l'envergure et le potentiel pour requalifier un secteur qui en a un urgent besoin. Toutefois, mal encadré et mal mis en œuvre, ce projet a aussi le potentiel de produire des impacts négatifs. C'est pourquoi le RESO appelait à la vigilance et soulignait que l'entente qui sera conclue entre la Ville de Montréal et le promoteur doit garantir la réalisation des diverses phases et des éléments essentiels à sa bonne intégration au tissu urbain du Sud-Ouest.

Le mémoire du RESO identifiait aussi une série d'éléments rendant ce projet souhaitable pour la communauté du Sud-Ouest : l'inclusion de logements communautaires et abordables, la création d'emplois, l'aménagement et l'animation de parcs et d'espaces publics, l'accès et la revitalisation des abords du canal de Lachine et des mesures pour permettre aux familles de s'installer dans le secteur.

À la suite de cette consultation, le promoteur a annoncé différentes bonifications qui répondent positivement à la plupart des commentaires présentés par le RESO. De plus, les modifications au PPU rendues publiques le même jour par le comité exécutif de la Ville de Montréal répondent aussi à une bonne partie des attentes de la communauté du Sud-Ouest. Le RESO a notamment salué la modification visant à assujettir le projet à la certification LEED-ND (Neighbourhood Development), une approche de développement durable.

Les principales bonifications apportées au projet et soulignées par le RESO sont entre autres :

- hausse du nombre de logements sociaux et communautaires de 450 à 579 et du nombre de logements abordables de 450 à 579;
- localisation d'une partie de ces logements entre la rue du Séminaire et le parc Sainte-Anne, zone contiguë au site des Postes favorisant ainsi l'établissement de familles;
- montants additionnels annoncés par Devimco pour l'implantation d'une ligne de tramway;
- mise en lumière du canal de Lachine et aménagement de nouveaux espaces verts et espaces publics;
- création d'une fondation pour des projets de la communauté du Sud-Ouest en éducation, en arts et culture et en sports.

Le RESO aurait toutefois souhaité un engagement plus ferme de la part de Devimco et de la Ville de Montréal pour faciliter la réalisation d'un projet d'ateliers-résidences pour artistes dans le projet. Il aurait également aimé que Devimco annonce une bonification concernant l'attention que l'on doit accorder aux services de proximité (commerces locaux, services de santé, d'éducation et communautaires).

Par ailleurs, Devimco et le RESO ont conclu une entente de partenariat concernant la relocalisation dans le Sud-Ouest des entreprises et des emplois touchés par le projet et pour favoriser l'embauche locale et la préparation de la main-d'œuvre sans emploi du Sud-Ouest dans le contexte des quelque 4 300 emplois qui seront créés sur le site. Pour la relocalisation des entreprises existantes sur le site, Devimco et le RESO créeront un comité de relocalisation avec l'étroite collaboration de l'arrondissement du Sud-Ouest. En outre, la collaboration du RESO et de Devimco ainsi que l'implication des futurs locataires du projet permettront d'assurer la préparation, la formation et l'intégration en emploi de résidents du Sud-Ouest, grâce notamment à une contribution financière significative du promoteur.

Mentionnons enfin que le milieu culturel du Sud-Ouest est largement représenté au sein du comité créé par le promoteur du projet Griffintown afin de réfléchir au modèle de pôle patrimonial, culturel et récréo-touristique à mettre en place dans le projet.

■ SITE DES POSTES

En mai 2007, la Société immobilière du Canada (SIC) annonçait qu'elle devenait propriétaire du 1500, rue Ottawa, qui appartenait jusque-là à Postes Canada. Lors de cette annonce, la SIC a également fait part de sa volonté de travailler en étroite collaboration avec la communauté du Sud-Ouest pour le redéveloppement de ce site.

Après avoir rencontré en septembre 2007 les principaux acteurs publics, privés et communautaires du développement du Sud-Ouest, la SIC a mis sur pied un comité de suivi pour l'élaboration d'un plan d'ensemble intégrant deux représentants de la communauté, soit du RESO et de Bâtir son quartier. Ce comité s'inscrit dans un processus de planification associant la communauté du Sud-Ouest afin que le plan d'ensemble de l'aménagement du site des Postes soit le plus consensuel possible.

En avril 2008, la SIC a tenu des ateliers de discussion sur les thèmes suivants : *Répondre aux exigences des familles d'aujourd'hui* et *Réussir un développement urbain mixte, dense et animé*. Le RESO a participé à la définition du programme de ces ateliers auxquels ont participé des organismes, des entreprises et des citoyens. La SIC a poursuivi ses activités de consultation le 31 mai par la présentation de la vision préliminaire du projet à l'occasion d'une grande fête à laquelle 600 personnes ont participé. Elle présentera au cours de l'automne une première ébauche du plan directeur du projet qui sera par la suite déposée à l'arrondissement du Sud-Ouest pour approbation.

Rappelons que le RESO, Bâtir son quartier et la Coalition de la Petite-Bourgogne ont élaboré dès 2004 un concept multifonctionnel pour le site des Postes, comprenant une mixité de fonctions, de la création d'emplois, une mixité sociale, notamment du logement coopératif, communautaire et privé, ainsi qu'une intégration à la trame du quartier dans le respect de l'histoire du lieu et du patrimoine industriel.

La SIC a montré une ouverture à conclure une entente avec le RESO pour permettre le développement ou l'implantation d'entreprises créatrices d'emplois sur une partie du site des Postes, notamment par la cession d'une partie du terrain pour le développement d'un pôle d'accueil touristique et culturel par des entreprises d'économie sociale. Le RESO a continué à travailler avec deux partenaires intéressés à participer au développement de ce projet, soit Les Auberges de jeunesse du Saint-Laurent et La cité des artistes.

Par ailleurs, malgré des demandes répétées du RESO, les autorités politiques fédérales refusent la possibilité d'explorer une contribution fédérale aux coûts de requalification du site ainsi que d'octroyer au RESO une aide financière pour réaliser une étude de marché et de faisabilité pour le développement du volet emploi du projet.



■ CULTURE

Sous la présidence de Madeleine Poulin, la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest regroupe une vingtaine de « leaders » du milieu culturel du Sud-Ouest. La Table a poursuivi sa réflexion entamée en 2005 sur la reconnaissance du Sud-Ouest en tant que pôle culturel axé sur le patrimoine, la création, la diffusion et la démocratie culturelle. Elle est également un lieu de réseautage.

Au cours de l'année 2007-2008, la Table a été particulièrement active. Elle a entre autres participé au *Rendez-vous Montréal, métropole culturelle*, organisé par Culture Montréal, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la Ville de Montréal et les gouvernements du Québec et du Canada, les 12 et 13 novembre 2007.

Lors du Rendez-vous, plusieurs gestes ont été posés pour positionner le Sud-Ouest en tant que pôle culturel à Montréal : publication, avec l'appui de l'arrondissement, d'un feuillet sur la vie culturelle du Sud-Ouest, kiosque d'information sur les lieux du Rendez-vous, intervention remarquée de la présidente de la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest. La Table a également appuyé des propositions concrètes élaborées en concertation avec l'Association culturelle du Sud-Ouest, le RESO et d'autres CDEC de Montréal, le Chantier de l'économie sociale et le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM). Ces propositions ont pour objectif de renforcer la dynamique culturelle dans les quartiers de Montréal, notamment par la mise sur pied d'un fonds immobilier pour des projets d'ateliers-résidences pour artistes et d'un fonds de soutien à des initiatives de médiation culturelle.

Ces propositions ont été portées au Rendez-vous par la Coalition « Pour des quartiers culturels à Montréal », réunissant des organismes culturels, des regroupements d'artistes et des organisations en développement local et économie sociale, dont le RESO et la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest. Elles ont été intégrées au plan d'action issu du Rendez-vous et les discussions se poursuivent, notamment avec le gouvernement du Québec, pour accélérer la mise en place de ces mesures.

La Table des acteurs culturels du Sud-Ouest a également appuyé les démarches du RESO visant à établir une collaboration avec le promoteur du projet Griffintown pour y inclure des ateliers-résidences en partenariat avec l'organisme « La cité des artistes » ainsi que celles qui visent à inclure un volet d'ateliers pour artistes dans le projet du site des Postes.

Notons que le RESO est représenté au conseil d'administration et au comité des grands projets de Culture Montréal.

■ CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL (CUSM)

La collaboration s'est poursuivie entre le RESO et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) pour former des personnes sans emploi du Sud-Ouest afin qu'elles puissent occuper des postes offerts au CUSM. Le RESO a mis sur pied deux formations professionnelles – assistance technique en pharmacie (offerte en anglais) et préposé aux bénéficiaires – répondant notamment aux besoins de main-d'œuvre du Centre. Ce type de collaboration illustre l'arrimage possible entre les besoins des personnes sans emploi et les demandes des employeurs.

Rappelons que cette collaboration découle d'une entente de partenariat entre le CUSM et neuf organismes locaux de Notre-Dame-de-Grâces, Westmount et Saint-Henri (dont le RESO), quartiers touchés par l'implantation du mégahôpital universitaire dans la cour Glenn, à la limite nord du Sud-Ouest. Cette entente vise à maximiser les retombées de ce projet sur les trois quartiers limitrophes, notamment sur les plans de l'emploi, du développement économique et de la qualité de vie en général.

Par ailleurs, en vue de maximiser l'impact économique de l'implantation du CUSM, le RESO a entamé en mars 2007 une collaboration avec les propriétaires du Complexe RCA (îlot Richelieu-Lenoir) situé à Saint-Henri, près du site du futur Centre. L'objectif est de favoriser l'essaimage des activités de recherche et développement du CUSM vers le Sud-Ouest.

Finalement, en février 2008, la concertation interquartier déposait une proposition visant à inclure dans l'appel d'offres aux deux consortiums qualifiés pour la construction du CUSM, des dispositions pour assurer des retombées locales aux communautés voisines du mégaprojet.

■ CANAL DE LACHINE ET RÉCRÉOTOURISME

Le RESO a sensibilisé les pouvoirs publics – par des représentations auprès des différents responsables politiques de l'arrondissement, de la Ville de Montréal et de Parcs Canada – à l'importance de poursuivre la mise en valeur du canal de Lachine. Il est entre autres intervenu au comité des finances de la Chambre des communes en faveur d'un réinvestissement du fédéral dans la mise en valeur du canal et sur la nécessité d'allouer des fonds pour la décontamination du site des Postes.

Le bilan de la mise en valeur du canal de Lachine, dix ans après l'annonce des premiers investissements publics, a d'ailleurs fait l'objet des collèges sectoriels électoraux et d'un forum public à l'occasion de l'assemblée annuelle du RESO en 2007; les participants y ont fait des recommandations quant à la poursuite de la mise en valeur du canal.

Dans son mémoire sur le projet Griffintown, le RESO soulevait également l'importance d'une vision d'aménagement prenant en compte la portée symbolique du bassin Peel en lien avec la mise en valeur du canal de Lachine. Par ailleurs, les discussions entourant le projet Griffintown ont relancé la possibilité de l'implantation de la Maison du canal à proximité du bassin Peel.

Le RESO a poursuivi son appui et sa participation à la Société de promotion du canal de Lachine, notamment à la réalisation de l'événement *De l'eau à la bouche*, dont les activités ont contribué à l'appropriation des abords du canal par les nouveaux et les anciens résidents du Sud-Ouest. Il a également maintenu sa participation aux instances de gouvernance de la Corporation du Pôles des Rapides.

■ VIE DÉMOCRATIQUE

Soulignons que le RESO a modifié ses règlements généraux afin d'adapter ses collèges sectoriels électoraux à la nouvelle réalité socioéconomique du Sud-Ouest. Ainsi, le collège des PME et celui des grandes entreprises ont été remplacés par le collège des entreprises manufacturières et celui de la nouvelle économie et des services. Un nouveau collège, celui de la culture, a été créé. De plus, Pierre Sylvestre s'est retiré après 14 ans au conseil d'administration, dont 10 à la présidence. C'est Gilles Paquette, représentant des syndicats de la FTQ au conseil depuis 2002, qui a accédé en novembre 2007 à la présidence de l'organisme.



PERSPECTIVES 2008-2009

PALÉE

- Poursuivre la mise en œuvre des orientations et pistes de travail du PALÉE 2007-2010, dans le contexte où, plus que jamais, le développement accéléré du Sud-Ouest le place à l'avant-scène dans le développement de Montréal.

Projet Griffintown

- Mettre en place des conditions de réalisation de l'entente concernant l'embauche locale, la formation de la main-d'œuvre et l'accès aux emplois.
- En collaboration avec l'arrondissement, mettre en œuvre la stratégie visant à préserver les emplois existants et à relocaliser les entreprises touchées par le projet.
- Élaborer un projet visant à inclure dans le projet Griffintown un volet d'une centaine d'ateliers pour les artistes.
- Définir une stratégie visant l'implantation de services et de commerces de proximité.

Site des Postes

- Poursuivre la participation au comité de suivi créé par la SIC afin d'élaborer un plan d'ensemble pour le site.
- Poursuivre les négociations avec la SIC pour l'acquisition d'une partie du site afin d'y réaliser des projets d'économie sociale compatibles avec le plan d'ensemble.
- Collaborer avec la SIC pour assurer la participation de la communauté à tout le processus de plan d'ensemble et de réalisation du projet.

Culture

- Poursuivre le travail de concertation des acteurs culturels du Sud-Ouest.
- Participer au suivi du Rendez-vous Montréal, métropole culturelle.
- Maintenir la participation du RESO à Culture Montréal.

- Poursuivre la participation au développement d'un outil financier adapté aux besoins des artistes et artisans pour des lieux abordables de création, de diffusion et de résidence.

CUSM

- Renforcer la collaboration avec le CUSM pour favoriser l'accès des résidents du Sud-Ouest aux emplois disponibles dans ses diverses composantes.
- Mettre en place une stratégie et des mécanismes pour faciliter l'accès des entreprises du Sud-Ouest aux occasions d'affaires générées par l'implantation du CUSM.
- Participer aux travaux de l'Alliance de recherche université-communauté (ARUC) pour une bonne intégration du projet dans la communauté.
- Promouvoir le site RCA (îlot Richelieu-Lenoir) pour l'accueil d'entreprises intéressées à offrir leurs services dans le cadre de l'implantation du CUSM.

Canal de Lachine et récréotourisme

- Continuer de soutenir la Société de promotion du canal de Lachine.
- Faire des représentations auprès des divers pouvoirs publics, en collaboration avec la Société de promotion du canal de Lachine, pour la poursuite de la mise en valeur du canal de Lachine.

Échangeur Turcot

- Prendre connaissance des études d'impacts.
- Soumettre une proposition et des recommandations pour prise de position au conseil d'administration.
- Déposer un mémoire au Bureau d'audience publique en environnement.

Service en employabilité



C'est dans la perspective de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et économique d'une partie non négligeable de la population de l'arrondissement du Sud-Ouest, en concertation avec tous les acteurs locaux, que s'inscrit l'action du RESO en matière d'accompagnement des personnes sans emploi, de formation de la main-d'œuvre et de soutien aux initiatives de la communauté.

Les initiatives mises de l'avant (par exemple, le partenariat avec le CUSM, le projet Du boulot dans Cabot) ont pour objectif de développer les compétences des résidents du Sud-Ouest, de répondre aux besoins des personnes sans emploi, et, si cela s'avère possible, de combler le manque de personnel des entreprises du territoire. Le RESO est persuadé qu'en offrant un accompagnement personnalisé et en développant les capacités des individus, chacun possède ainsi les outils nécessaires pour améliorer sa qualité de vie.

LES SERVICES

■ LE CENTRE D'AIDE AUX SANS EMPLOI (CASE)

De juillet 2007 à juin 2008, les conseillères du CASE ont accueilli et accompagné 267 personnes en counselling individuel. De ce nombre, 51 personnes poursuivaient avec le CASE une démarche qu'elles avaient amorcée avant le 1^{er} juillet 2007, 84 personnes s'étaient trouvé un emploi et 29 personnes avaient effectué un retour en formation. Douze personnes ont choisi de poursuivre leur parcours en entreprise d'insertion ou dans une ressource spécialisée afin de répondre à leurs besoins.

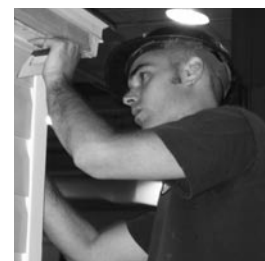
Trois formations professionnelles offrant d'excellentes perspectives d'emploi ont été offertes cette année. La formation assistance technique en pharmacie, donnée en anglais, a permis à huit personnes de recevoir un diplôme et de trouver du travail. En juillet 2008, 10 personnes ont obtenu un diplôme d'études professionnelles en assistance aux bénéficiaires en établissement de santé. Soulignons que lors de la promotion de ces formations auprès des résidents du Sud-Ouest, 136 personnes ont été rejointes par les rencontres d'information et sensibilisées aux réalités du marché du travail. Quant à la formation de charpentier menuisier qui compte 17 étudiants, elle se poursuit jusqu'en novembre 2008.

Rappelons par ailleurs qu'il y a un peu plus de deux ans, le RESO et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) entamaient une collaboration dans le but, entre autres, de former des personnes sans emploi du Sud-Ouest afin qu'elles puissent occuper des emplois offerts au CUSM. Le RESO a mis sur pied deux formations professionnelles (assistance technique en pharmacie et assistance aux bénéficiaires en établissement de santé) répondant aux besoins de main-d'œuvre reliés au domaine de la santé, et par le fait même, du CUSM.

Le projet *Du boulot dans Cabot*, réalisé entre les mois de novembre 2007 et avril 2008, visait à expérimenter un modèle d'arrimage entre les besoins de main-d'œuvre des entreprises du secteur Cabot et les besoins des résidents sans emploi du secteur Galt avoisinant. Cette initiative a permis :

- de recenser 80 emplois disponibles auprès de 21 employeurs du secteur Cabot;
- de permettre à 20 résidents de ce secteur d'entreprendre une démarche d'insertion socioprofessionnelle et d'intégrer huit personnes en emploi;
- de rejoindre 68 personnes habitant le secteur Galt à l'intérieur de quatre séances d'information.

Au total, 563 résidents du Sud-Ouest ont été rejoints par les services du CASE.



■ EXPLORE ACTION

Les activités offertes par Explore Action répondent aux besoins des personnes les plus éloignées du marché du travail, c'est-à-dire celles qui ont besoin de reprendre confiance et de trouver la motivation nécessaire pour entreprendre une démarche de réinsertion sociale et professionnelle.

Cette année 45 personnes ont été rejointes lors des activités régulières. Sept personnes qui avaient entrepris une démarche au cours de l'année 2006-2007 et qui faisaient face à de multiples difficultés ont continué de recevoir un accompagnement individuel par les conseillères du RESO.

Trente-trois participants ont complété avec succès leur démarche. Parmi ce groupe, sept ont trouvé un emploi, trois autres ont choisi de suivre une formation, deux participants ont poursuivi leur démarche dans un autre programme d'Emploi-Québec et cinq participants cherchaient un emploi.

■ FORMATION GÉNÉRALE FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE

Les conseillers du RESO au Centre Saint-Paul ont accompagné 123 étudiants afin qu'ils puissent compléter leurs études secondaires. À la fin de l'année scolaire 2008, 20 étudiants accompagnés par le RESO ont acquis les préalables à la formation professionnelle ou obtenu leur diplôme d'études secondaires et soixante élèves étaient toujours en formation. En septembre, 24 personnes avaient demandé de recevoir l'accompagnement du RESO pour la session d'automne.

Au sein du milieu anglophone, la conseillère du RESO a accompagné 26 étudiants du Centre James Lyng et 10 étudiants étaient en attente de pouvoir s'inscrire afin de bénéficier de l'accompagnement du RESO.

■ L'ÉCOLE DES PARENTS

Mis sur pied en 2004 par le RESO, en collaboration avec des organismes communautaires de Pointe-Saint-Charles et de Côte-Saint-Paul / Émard, le projet L'École des parents offre une formation de base à des parents qui veulent accroître leurs habiletés dans certaines matières scolaires (français, mathématiques, informatique) et aider leurs enfants à effectuer leurs devoirs.

Cette année :

- quatre groupes de parents ont été constitués sur trois sessions de 10 semaines chacune pour un total de 480 heures de formation;
- en tout, 69 parents ont participé à des formations de base;
- à travers l'implication des parents, 186 enfants ont été rejoints indirectement par le projet;
- trente-neuf parents ont entrepris un projet personnel d'insertion tel un retour aux études, en emploi, une démarche de préemployabilité, etc.;
- parallèlement à ses activités de formation, 333 parents ont rejoint l'École des parents pour avoir de l'information ou trouver des réponses à différents besoins (francisation, employabilité, famille, immigration, etc.).





En juin 2008, l'École des parents a procédé au lancement d'un ouvrage qui témoigne de l'expérience de ce projet. Cette monographie a été rédigée afin d'aider les organismes et les institutions qui voudraient reproduire un projet similaire de soutien à la réussite scolaire pour les parents. Le document énonce un certain nombre de « leçons apprises et conditions d'implantation », facilitant le travail des organisations qui pourront l'adapter au milieu dans lequel elles veulent l'implanter.

Le projet a été soumis à un comité d'experts – tant des intervenants « terrain » que des responsables de projet, issus du milieu universitaire, de l'éducation des adultes, de la santé publique et du milieu communautaire – pour une analyse critique et une mise en perspective.

D'ailleurs, en avril 2008, l'École des parents a été présentée comme une pratique prometteuse en éducation au Colloque sur la réussite éducative, organisé par le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ).

■ BUDGET D'INITIATIVES LOCALES SUD-OUEST

Le Budget d'initiatives locales (BIL) apporte un soutien financier aux initiatives locales en développement de la main-d'œuvre du Sud-Ouest. La gestion du BIL, dont le financement provient du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, est confiée à une table ad hoc locale. Celle-ci a approuvé trois projets en cours d'année et a assuré la suite de quatre projets préalablement approuvés en 2006-2007. Les sept projets financés visent l'intégration socioprofessionnelle de jeunes décrocheurs âgés de 16 à 30 ans et des immigrants allophones et anglophones.

L'un de ces projets, Action embellissement canal de Lachine, dont le promoteur est Pro-Vert Sud-Ouest, propose une formation en horticulture, en aménagement paysager et une formation personnelle et sociale. Dix jeunes décrocheurs ont pris part à ce projet. Grâce à leur démarche, cinq d'entre eux ont trouvé un emploi et trois autres ont effectué un retour aux études.


Cinq projets de formation qui visent des métiers semi-spécialisés – aide-cuisinier, aide ébéniste, commis de vente au détail ou commis d'entrepôt – ont également reçu un soutien financier du BIL.

L'un de ces projets provenait du Centre communautaire Tyndale St-Georges et s'adressait à la population allophone et anglophone de la Petite-Bourgogne. Les participants de ce projet ont reçu le soutien et l'aide d'un conseiller afin d'identifier les ressources en employabilité pouvant correspondre à leurs besoins. En tout, 400 personnes ont été sensibilisées à l'existence des ressources, 26 personnes ont été accompagnées et 20 plans d'action ont été élaborés.

L'ensemble des projets a permis à 91 personnes d'améliorer et de développer leurs compétences afin de réintégrer le marché de l'emploi. Mentionnons que les personnes rejointes sont généralement très éloignées du marché du travail puisqu'elles vivent une grande exclusion sociale en plus d'un cumul de plusieurs problématiques (santé, socialisation, inaptitude à l'emploi).



PERSPECTIVES 2008-2009



Les conseillères en emploi du **Centre d'aide aux sans emploi** (CASE) souhaitent offrir un service de counselling individuel à 250 nouveaux participants pour l'année 2008-2009. Elles poursuivront aussi l'accompagnement d'environ 50 participants qui auront entrepris une démarche d'emploi au cours de l'année précédente.

Du côté de la formation professionnelle, le CASE entend offrir deux formations professionnelles adaptées aux besoins des personnes sans emploi et assurer l'accompagnement des participants pendant et après la formation, en collaboration avec le Centre local d'emploi (CLE) et deux établissements d'enseignement professionnel. Si ces formations sont acceptées, elles permettraient à 30 personnes sans emploi d'étudier dans un domaine qui présente d'excellentes perspectives d'emploi.

Durant la prochaine année, l'équipe d'**Explore action** aidera 40 personnes aux prises avec diverses contraintes sociales et économiques à reprendre confiance en elles et à explorer le marché du travail. L'équipe prévoit qu'à la fin de leur participation, 50 % de ces personnes seront soit en emploi, soit aux études ou engagées dans un processus d'insertion sociale et professionnelle. Pour les personnes qui en éprouveront le besoin, un stage en entreprise pourra confirmer un choix professionnel ou sera l'occasion de faire l'acquisition d'une expérience de travail.

Les conseillers en **formation générale** du RESO accompagneront les adultes qui ont besoin d'être appuyés dans leur démarche de retour aux études, en partenariat avec le Centre Saint-Paul de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), le Centre James Lyng de la Commission scolaire English-Montréal (CSEM) et Emploi-Québec. Le RESO entend rejoindre 150 personnes en milieu francophone et 35 personnes en milieu anglophone.

Faisant face à une fin du financement sous sa forme actuelle, **l'École des parents** a entamé de nombreuses démarches auprès de partenaires potentiels. Des négociations fructueuses avec la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC) permettent pour 2008-2009 de maintenir ce projet et de poursuivre le travail déjà amorcé auprès de différents partenaires qui ont manifesté leur intérêt à participer à la consolidation, au financement et au développement de l'École des parents. Le RESO sera ainsi en mesure de poursuivre le travail visant à maintenir l'enracinement du projet dans son milieu et à mettre en réseau l'approche développée par l'École des parents avec d'autres pratiques émergentes en éducation des adultes.

À titre d'expert conseil, le RESO continuera de coordonner les travaux de la table ad hoc mise sur pied par Emploi-Québec, pour gérer un budget de 270 000 \$ destiné à la mise en œuvre d'**initiatives locales** de développement de la main-d'œuvre. Il continuera également à soutenir le dépistage, la mise en œuvre et l'accompagnement de projets d'insertion sociale et professionnelle réalisés par les organismes communautaires et les entreprises d'économie sociale du Sud-Ouest.

Durant la prochaine année, le RESO poursuivra son implication dans les activités de **concertation locale et régionale** qui visent la lutte à la pauvreté, l'éducation des adultes, le développement de la main-d'œuvre et son intégration en emploi. Les activités de concertation qui peuvent avoir un impact direct sur l'intégration en emploi des personnes sans emploi de notre territoire seront privilégiées (groupe de travail en employabilité avec le CUSM; comité emploi et développement économique d'Opération Galt; groupe de réseautage en employabilité, table ad hoc Emploi-Québec, etc.). De plus, le RESO participera, en octobre 2008, au lancement d'un outil de promotion des ressources en formation, insertion et développement de l'employabilité qui regroupe 17 ressources du Sud-Ouest.

Carrefour jeunesse emploi du Sud-Ouest de Montréal



Le Carrefour jeunesse emploi du Sud-Ouest de Montréal (CJESO), un service sous la responsabilité du RESO, offre un service d'accompagnement aux jeunes adultes âgés de 16 à 35 ans dans leur démarche de retour aux études ou de recherche d'emploi.

L'année 2007-2008 a été caractérisée par le développement de nouveaux projets et marque le coup par la réalisation de nouvelles initiatives issues de collaborations avec différents partenaires du milieu. Le plus bel exemple est celui de la thématique de la persévérance scolaire qui est devenue un enjeu incontournable dans la communauté, faisant émerger plusieurs projets auxquels l'équipe du CJESO a grandement contribué.

NOMBRE DE PARTICIPANTS

Cette année, le CJESO compte davantage de participants actifs, soit 665 participants pour lesquels une évaluation des besoins et des attentes, ainsi qu'une analyse de leur environnement social et économique ont été effectuées.

Le nombre de nouveaux participants avec plan d'action demeure stable d'une année à l'autre. On compte 332 nouveaux participants pour l'année 2007-2008.

DÉMARCHES (STATUTS)	NOMBRE
Nouveaux avec plan d'action	332
Actifs de l'année précédente	333
Centre de référence (milieu ouvert)	148
Programme Jeunes en action	47
Projet IDEO	43
Total	903

LES RÉSULTATS EN EMPLOI ET AUX ÉTUDES

Pour l'année 2007-2008, les résultats d'insertion en emploi s'apparentent à ceux de l'année précédente. Les données du tableau ci-dessous présentent les résultats d'insertion en emploi et de retour aux études. Comme il est parfois difficile de rejoindre les participants pour faire le suivi et, qu'ainsi, certains résultats échappent au personnel du CJESO, on peut croire que certains résultats pourraient être plus élevés.¹

DÉMARCHES	RÉSULTATS
Un emploi à temps complet	109
Un emploi à temps partiel (- 12h)	28
Un emploi d'été	10
Un retour aux études à temps plein	24
Un retour aux études à temps partiel	5
Total	176

¹ Afin de répondre aux exigences d'Emploi-Québec, un seul résultat est comptabilisé pour chacun des participants. Cependant, un même participant peut avoir plus d'un résultat, si, par exemple, il effectue un retour aux études à temps partiel et qu'il se trouve un emploi à temps partiel. Le résultat priorisé pour les statistiques est celui qui réfère au premier objectif dans le plan d'action du participant.

SERVICES OFFERTS

■ PROJET DES VISITES VIRTUELLES D'ENTREPRISES ET DE MILIEUX DE TRAVAIL

Le CJESO a élaboré et diffuse un site Intranet – les Visites virtuelles d'entreprises et de milieux de travail – accessible aux jeunes et jeunes adultes pour explorer les entreprises et leurs profils d'emploi. Ce site leur permet d'explorer les professions et les métiers existants dans les entreprises et d'établir des liens entre leurs apprentissages scolaires et le marché du travail. Parmi les 46 entreprises participantes, notons le CHUM, la STM, Le clan Panneton et les Muséums nature de Montréal.



■ COOPÉRATIVES JEUNESSE DE SERVICES (INTER-CJS)

Il existe quatre coopératives jeunesse de services (CJS) pour les jeunes de 13 à 17 ans dans le Sud-Ouest. Le CJESO est membre de chacun des comités locaux qui soutiennent ce projet. Il coordonne la concertation Inter-CJS afin de créer une dynamique locale autour des CJS et de favoriser le développement de chacune des coopératives. Cette année, plus de 60 jeunes ont été rejoints au cours de l'été. La création d'une CJS dans le quartier Saint-Paul/Émard est une grande réussite.

■ STAGES EN FRANCE

Un stage d'expérimentation en France, d'une durée de six semaines, est offert chaque année à quatre ou cinq jeunes adultes. Ce projet s'adresse à de jeunes adultes devant surmonter plusieurs obstacles à l'emploi. Cette année, un protocole d'entente a été signé avec la ville de Reims et quatre participantes du CJESO, accompagnées d'une conseillère en emploi, ont effectué leur stage en entreprise. À la suite de ce stage, trois participantes ont trouvé un emploi ou ont poursuivi des études en lien avec leur expérience de stage.

■ MARS MOIS DE L'EMPLOI

Il s'agit d'une période déterminée, au cours du mois de mars, où le CJESO développe des activités liées à l'exploration du marché du travail et à la recherche d'emploi. Le CJESO organise des visites d'entreprises, un salon d'emploi d'été et l'activité « les 48 heures de l'emploi ». Plus de 500 employeurs du Sud-Ouest ont été rejoints afin de leur offrir le service d'affichage de postes gratuit. Au total, plus de 50 offres d'emploi ont été dénichées. Dix-sept entreprises ont participé au Salon emploi d'été et 105 jeunes, dont la majorité provenaient du Sud-Ouest, ont été rejoints lors de cette activité.

■ DES ATELIERS ET DES ACTIVITÉS AU CJESO ET DANS LES GROUPES DU MILIEU

Offrir la possibilité aux différents partenaires du CJESO de réaliser des activités et des ateliers pour les jeunes qui fréquentent leur organisation est un moyen privilégié de rejoindre ces derniers dans leur milieu de vie. On estime à près de 1000 le nombre de jeunes qui ont participé aux ateliers et activités organisées par le CJESO.



■ FORMATION À LA DÉCOUVERTE DE MON EMPLOI D'ÉTÉ

Ce projet permet aux jeunes adultes (16-24 ans) de se qualifier pour accéder, entre autres, à des postes de service à la clientèle. Un groupe de 11 jeunes adultes a été formé en service à la clientèle. Au total, quatre ateliers ont été offerts aux jeunes : deux concernant le service à la clientèle et deux autres en employabilité (CV/lettre de présentation, techniques de recherche d'emploi et entrevue). On peut tout de même souligner que le projet a été un succès car quatre participants ont trouvé des emplois d'été et les autres poursuivent leur démarche individuelle avec un conseiller.

■ PROJETS SPÉCIFIQUES


Jeunes en action

Ce programme propose une solution de rechange aux jeunes de 18 à 24 ans qui ont recours à l'assistance-emploi. Sur une base volontaire, le CJESO offre à chaque jeune l'occasion de réfléchir à ses compétences et d'établir un plan d'action lui permettant de réintégrer les études, le marché de l'emploi ou d'améliorer sa santé. L'équipe du CJESO a accompagné 47 adultes dans leur démarche d'insertion socioéconomique et professionnelle.

IDEO

Ce projet vise deux objectifs : la persévérance scolaire et la mise en mouvement. Deux conseillères se déplacent sur demande dans les organismes partenaires afin de rencontrer les jeunes ciblés. L'accompagnement vise à offrir un soutien personnalisé tout au long du parcours. L'équipe du CJESO travaille à partir des besoins exprimés par les jeunes et les guide dans la réalisation d'un plan d'action. Les deux conseillères attitrées à ce projet ont accompagné 43 jeunes âgés de 16 et 17 ans.

PERSPECTIVES 2008-2009



Au cours de la prochaine année, l'équipe du CJESO continuera d'animer le **centre de référence** en y présentant les différents services et projets disponibles à 550 nouveaux participants. Le **service d'accompagnement** individuel de recherche d'emploi, d'orientation scolaire et d'exploration entrepreneuriale prévoit élaborer des plans d'action avec 330 participants, à partir de leurs besoins et de leurs intérêts. Les conseillers tenteront, lors de l'accompagnement à la réalisation de ces plans d'action, d'obtenir un retour à l'emploi pour 105 participants, un retour aux études pour 30 autres et de permettre à 20 jeunes de trouver un emploi d'été.

Le personnel du CJESO compte effectuer deux ou trois **visites** d'entreprises et de centres de formation professionnelle et offrir 10 **stages** d'un jour, dans l'objectif de poursuivre le développement de telles activités.

Par l'entremise du projet **Jeunes en action**, le CJESO compte accompagner 45 jeunes adultes (18-24 ans) dans leur démarche d'insertion socioprofessionnelle. Quant au projet **IDEO**, on espère rejoindre 40 jeunes âgés de 16 et 17 ans

afin de les aider à persévérer lors de leur cheminement scolaire. De plus, un projet de chantier communautaire au Guatemala sera organisé pour huit jeunes adultes décrocheurs.

L'équipe du CJESO poursuivra sa participation au comité sur la **persévérance scolaire** regroupant des partenaires des quatre quartiers du Sud-Ouest. Au cours de l'automne 2008, les différents acteurs du milieu lanceront leur plan d'action quinquennal présentant des moyens concrets afin de favoriser la persévérance scolaire auprès des jeunes du Sud-Ouest.

En ce qui concerne le projet **Viv**, n'ayant pas obtenu de subvention de la part du Secrétariat à la jeunesse, le CJESO tentera de trouver d'autres sources de financement en vendant, entre autres, des licences aux institutions scolaires.

Finalement, à travers ses activités régulières, le CJESO coordonnera la mise à jour de la **stratégie locale pour les jeunes et l'emploi**. Cet exercice de concertation permet de cibler les priorités d'action reconnues par l'ensemble des acteurs du milieu. Il permet également de définir les orientations du CJE et celles du milieu en matière de développement de la main-d'œuvre jeunesse.

Service aux entreprises



Les grandes entreprises, les PME, les microentreprises et les travailleurs autonomes du Sud-Ouest peuvent compter sur l'expertise des conseillers et conseillères du Service aux entreprises (SAE) du RESO qui leur offre des services conseils en gestion, de l'information sur les programmes d'aide, un accès à des fonds locaux d'investissement, une aide pour la recherche de locaux et de terrains et un soutien au démarrage d'entreprises.

L'action du Service aux entreprises vise à contribuer au développement des entreprises ainsi qu'à la création et au maintien de l'emploi par une approche globale et intégrée, en concertation avec les partenaires du milieu.

LES SERVICES

■ AIDE AU DÉMARRAGE

Afin d'aider les entrepreneurs à démarrer leur projet d'entreprise, le RESO offre un service d'accueil. Cette année, 696 personnes ont obtenu des renseignements relatifs à un projet d'entreprise à but lucratif et 26 personnes ont reçu des informations reliées à des projets d'entreprise d'économie sociale.

Le Service aux entreprises du RESO donne des séances d'information sur ses services qui permettent aux promoteurs de se renseigner sur les démarches à effectuer et les programmes de financement disponibles. Cette année, dix séances ont été offertes et 86 personnes y ont assisté.

En ce qui concerne les entreprises (privées et d'économie sociale) en démarrage, les conseillers en gestion du RESO ont consacré leurs interventions à l'évaluation des besoins et du potentiel entrepreneurial, au diagnostic, aux études de faisabilité, aux plans d'affaires et à la recherche de financement.

■ ENTREPRISES EXISTANTES

Au total, le SAE a réalisé 1262 interventions auprès d'entreprises existantes. Une grande partie des actions des conseillers étaient reliées à la localisation des entreprises; 249 interventions concernaient la recherche de financement et la préparation du dossier de financement. Les suivis de financement et l'aide en gestion font partie des interventions les plus demandées par les entrepreneurs (480 interventions au total).

Par ailleurs, 56 interventions ont été réalisées auprès de 18 entreprises d'économie sociale. Les demandes de soutien se concentrent principalement à la recherche de financement et à la préparation du dossier ainsi qu'aux suivis de financement et à la gestion.





FINANCEMENT

■ JEUNES PROMOTEURS (JP)

L'objectif de ce programme est d'offrir une subvention à de jeunes entrepreneurs qui ont un projet d'entreprise. Pour être admissibles, les promoteurs doivent être âgés entre 18 et 35 ans et créer deux emplois en deux ans. Ils sont assujettis à une mise de fonds paritaire : promoteur et programme JP. La subvention accordée est de 3000 \$ par promoteur : jusqu'à 12 000 \$ par projet. Cette année, 18 entreprises ont reçu cette aide.

■ FONDS D'ÉCONOMIE SOCIALE (FESSO)

Le Fonds d'économie sociale du Sud-Ouest (FESSO) vise à soutenir les entreprises et les projets d'économie sociale par le biais d'une aide financière au démarrage, à la consolidation, à l'expansion et à la promotion. Pour l'année 2007-2008, neuf entreprises d'économie sociale ont reçu ce financement, dont quatre entreprises existantes. Ce fonds a permis la consolidation de 47 emplois et le RESO prévoit la création de 11 emplois à temps plein. Un soutien rapproché avec les directions, tant celles des entreprises existantes que celles en démarrage, a été fait durant cette période. Plusieurs attributions de fonds étaient soumises à des conditions liées au suivi de l'acquisition d'outils et de compétences spécifiques.

■ FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT (FLI)

Les promoteurs qui s'adressent au Fonds local d'investissement reçoivent le soutien, les conseils et l'aide technique appropriés à leurs projets qui ont atteint le stade de commercialisation. Ce financement s'adresse aux travailleurs autonomes, aux entreprises d'économie sociale et aux entreprises à but lucratif. Cette année, 3 entreprises ont reçu des prêts.

■ SOLIDE

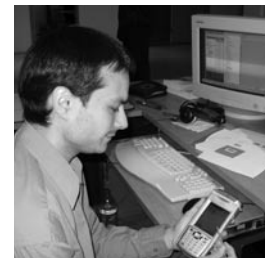
Le RESO gère les fonds de la Société locale d'investissement (SOLIDE) pour le développement de l'emploi dans le Sud-Ouest. Cette corporation à but non lucratif dispose d'un fonds d'investissement dans l'objectif d'aider financièrement les entreprises incorporées à but lucratif qui exercent leurs activités dans le domaine manufacturier ou tertiaire moteur. En tout, 2 entreprises ont bénéficié de ce prêt cette année.

■ LES PROJETS SPÉCIFIQUES

Artères commerciales

Le RESO et Convercité ont procédé à une étude sur l'activité commerciale dans le Sud-Ouest. Cette étude permettra de connaître en profondeur les dynamiques commerciales du boulevard Monk, de la rue Centre et de la rue Notre-Dame. Le RESO et Convercité, en collaboration avec l'arrondissement du Sud-Ouest, documenteront l'état de la situation sur le plan de l'offre commerciale et de la demande à l'échelle locale. L'analyse des informations recueillies permettra de déterminer l'ampleur et la nature des fuites commerciales, de définir les forces et les faiblesses de chacune des trois artères commerciales et de réfléchir à un positionnement pour chacune d'entre elles.





La Bourse des résidus industriels du Québec (BRIQ)

Depuis quelques mois, le RESO fait la promotion de la Bourse des résidus industriels du Québec (BRIQ) auprès des entreprises du Sud-Ouest. Mise sur pied par le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI) J.-Édouard-Simard, qui est associé au Cégep de Sorel-Tracy, la BRIQ permet de créer des partenariats entre des entreprises qui génèrent des matières résiduelles et d'autres entreprises qui désirent les utiliser pour leur production. Les entreprises affichent leurs annonces sur un site Internet accessible à tous, cependant seuls les membres de la Bourse peuvent procéder à des échanges.

Site Internet Carrefour immobilier

La localisation compte parmi les actions les plus importantes cette année. Pour maintenir à jour le site Internet Carrefour immobilier (www.carrefour-immobilier.com/sud-ouest), le RESO a maintenu les liens étroits qu'il avait établis avec les principaux propriétaires immobiliers du secteur. Pour la période 2007-2008, le RESO maintenait une offre de 106 espaces vacants pour 28 inscriptions (responsables de la location). Durant cette période, les responsables de la location ont effectué 135 mises à jour de leurs espaces. Un total de 2519 recherches ont été effectuées sur le site alors que 1660 fiches d'espaces ont été sélectionnées ou consultées.

Cour Turcot

Afin de bien cerner les impacts reliés à ce réaménagement de grande envergure au coût de 1,5 milliard \$, le RESO a participé aux consultations organisées par le ministère du Transport et aux rencontres d'information organisées par la Ville de Montréal. Le RESO travaillera en collaboration avec l'arrondissement du Sud-Ouest afin de relocaliser les entreprises situées à proximité de l'échangeur Turcot.

Ateliers et Cour du Canadien national (CN)


Le RESO a participé à l'Opération d'aménagement populaire organisée par Action Gardien pour dégager des propositions de redéveloppement des anciens ateliers ferroviaires et de la cour du CN à Pointe-Saint-Charles. Une esquisse de plan d'aménagement est ressortie de cet exercice de participation citoyenne et confirme une vocation d'activités économiques et d'emploi pour les anciens ateliers et la prolongation de la trame résidentielle dans l'ancienne cour de triage.



Développement d'une image renouvelée pour le Sud-Ouest

Le RESO a participé activement aux initiatives mises de l'avant par Montréal International pour retenir les filiales étrangères présentes dans l'arrondissement, attirer le siège social d'une organisation internationale et amorcer un programme conjoint d'attraction de l'investissement étranger. En mettant en valeur dans son argumentaire son accès à un réseau de la finance solidaire et une offre de locaux à des conditions avantageuses, le RESO a contribué à l'installation du siège social de FAST à Montréal, une organisation non gouvernementale internationale spécialisée dans le financement du commerce durable.

PERSPECTIVES 2008-2009



Pour le **service d'accueil et de référence**, le Service d'aide aux entreprises (SAE) entend répondre aux demandes de la clientèle dans un délai de 48 heures. Il poursuit l'objectif d'analyser et de référer aux ressources appropriées 40 demandes de soutien au démarrage. De plus, huit séances d'information seront organisées à l'intention des promoteurs de projets.

Pour le programme de **soutien aux travailleurs autonomes (STA)**, l'équipe du SAE compte soutenir 10 jeunes promoteurs et vise le démarrage de 8 entreprises. Par ailleurs, en participant à l'organisation du Concours québécois en entrepreneuriat, en collaboration avec les CLD du territoire, le personnel du SAE accompagnera un minimum de cinq promoteurs dans la présentation de leur projet.

En ce qui concerne les **entreprises d'économie sociale**, l'objectif est de créer 10 emplois et d'accompagner les promoteurs de trois nouveaux projets d'entreprises. Soixante emplois seront consolidés ou maintenus dans les organismes communautaires et les entreprises d'économie sociale. Le RESO poursuivra l'accompagnement amorcé auprès de 10 projets d'entreprises collectives qui sont en phase de prédémarrage et de démarrage. De plus, le RESO organisera cinq formations à leur intention afin de rejoindre 75 personnes.

Le **financement d'entreprises** et la gestion des portefeuilles FLI/SOLIDE seront répartis comme suit :

- FLI : 4 projets
- SOLIDE : 3 projets
- FDEM : 3 projets

Afin d'optimiser l'utilisation du Fonds d'économie sociale pour le développement de projets, le SAE tiendra cinq rencontres du comité d'approbation et investira 200 000 \$ dans 10 entreprises d'économie sociale sous forme de subvention ou de garantie de prêt.

L'étude sur l'**activité commerciale** dans le Sud-Ouest, faite en collaboration avec Convercity, permettra au RESO d'identifier, avec l'arrondissement, les pistes de développement potentielles pour la rue Notre-Dame, la rue Centre et le boulevard Monk. Par la suite, le RESO mettra sur pied un projet de promotion pour attirer des nouveaux commerçants.

Le RESO a débuté la promotion de la **Bourse des résidus industriels du Québec** et entend poursuivre cette action auprès des entreprises du Sud-Ouest afin de favoriser l'approche de développement durable auprès de celles-ci. Une liste des acteurs du développement durable sera dressée et une enquête auprès des corporations sera effectuée afin de quantifier et de qualifier les résidus.

Une mise à jour de la liste des **espaces offerts** par quartier et par complexe industriel sera effectuée sur le site Internet www.carrefour-immobilier.com/sud-ouest. Les conseillers du SAE procéderont au suivi des demandes d'espaces et dresseront un portrait des espaces industriels du Sud-Ouest.

Comme le projet **Griffintown** développera de nouveaux espaces mais nécessitera aussi la relocalisation de certaines entreprises, le RESO rencontrera les entreprises visées et les aidera à trouver des solutions pour leur relocalisation.

Finalement, grâce au Programme d'appui à l'investissement dans les communautés (PAIC), le RESO pourra mettre sur pied une campagne de promotion afin d'intéresser les **investisseurs étrangers** à investir dans le Sud-Ouest sur des sites et des îlots industriels qualifiés dans les domaines des technologies de l'information (TIC), des sciences de la santé (CUSM) et du récréotourisme. Ces actions pourraient se traduire par la production d'outils multimédias en anglais et en français et une activité de formation à l'étranger.

Remerciements

Tout le travail accompli par le RESO en 2007-2008 a été le fruit de l'effort concerté de nombreux partenaires du Sud-Ouest. Nous tenons à les remercier, notamment le Comité des élu-e-s, les tables de concertation de quartier, la Chambre de commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal, la Société de promotion du canal de Lachine, le conseil et la direction de l'arrondissement, le Centre local d'emploi, les acteurs culturels ainsi que tous les représentants d'entreprises, d'organismes, d'institutions, de syndicats et les résidants du Sud-Ouest.

Enfin, nous voulons exprimer nos remerciements les plus chaleureux aux membres du conseil d'administration du RESO qui, en 2007-2008, ont mis du temps, de l'énergie et leur expertise au service de la communauté du Sud-Ouest :

Pierre Sylvestre remplacé par **Gilles Paquette**, président et représentant des syndicats de la FTQ

Renaud Beaulieu, représentant des participants aux activités du RESO

Madeleine Breton, représentante des institutions de la santé et de l'éducation

Édith Cyr, représentante des entreprises de l'économie sociale

Steeve Dupuis, représentant des organismes d'Émard-Côte-Saint-Paul

Véronique Fournier, représentante du personnel du RESO

Pascal Guimond, représentant des commerces et travailleurs autonomes

Line Hamel, conseillère du district Louis-Cyr, arrondissement du Sud-Ouest

Véronique Olivier, représentante des entreprises de service et de la nouvelle économie

Vicente Perez, représentant des organismes de la Petite-Bourgogne

Madeleine Poulin, représentante du secteur culturel

André Raymond, représentant des institutions financières

Jean-François Rivest, représentant des entreprises manufacturières, remplacé par **Marc Caouette**

Hugues Rondeau, représentant des syndicats de la CSN

Maggie Saint-Georges, représentante des organismes de Saint-Henri, remplacée par **Sylvie Trudel**

Karine Triollet, représentante des organismes de Pointe-Saint-Charles

Pierre Richard, vice-président au développement stratégique (sans droit de vote)

Marguerite Blais, députée de Saint-Henri / Sainte-Anne (sans droit de vote)

Serge Goyet, directeur du Centre local d'emploi (sans droit de vote), remplacé par **Carole Vaillancourt**

Nous voulons également remercier les pouvoirs publics qui soutiennent la réalisation de la mission du RESO : Développement économique Canada, Emploi-Québec, la Ville de Montréal et l'arrondissement du Sud-Ouest.



